

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-Royaume-d-Espagne-dans-l-abime-de-la-pauvrete>

DOSSIER

Le Royaume d'Espagne dans l'abîme de la pauvreté

- Empire et Résistance - Union Européenne - Espagne -

Date de mise en ligne : mardi 9 décembre 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Introduction

Le lavage de cerveau permanent des médias aux ordres nous présente sans cesse l'Espagne comme le *bon élève de l'Europe*, miraculeusement sauvé de la crise par une austérité toute germanique, mais à deux vitesses. Bien sûr, a contrario, la France est le très mauvais élève, à sanctionner si elle continue à refuser de détruire son résidu de classe moyenne.

Quelle propagande honteuse !

L'Espagne n'a pas réduit le coût de son secteur public d'un centime, bien au contraire : les mêmes parasites continuent à se gaver et en tirent gloire. L'Espagne continue à s'endetter encore plus que la France, en pourcentage du moins. Elle en est réduite à falsifier misérablement ses comptes publics pour cacher sa récession. Elle a sauvagement augmenté la TVA, les impôts, le prix des services publics, drastiquement réduit les prestations sociales et détruit tout son tissu industriel. Bref, le massacre grand modèle, signé Troïka, celui appliqué aussi en Grèce et au Portugal avec les résultats que l'on connaît.

Soyez tranquilles, dans un an ou deux, les fonds vautours vont aussi s'intéresser à la dette française et la Hollande passera sous les mêmes fourches caudines que ses voisins du Sud.

Le présent dossier rassemble des articles publiés entre 2012 et 2014, que j'ai sélectionnés car ils donnent un aperçu réaliste de ce qui vous attend, bon courage !

Jean-Claude Charry pour vineyardsaker.fr

[Les chiffres de la pauvreté : toujours les mêmes, mais en pire](#)



Cette image pourrait vous faire penser à la pauvreté de la Villa 31 de Buenos Aires. Elle pourrait également

vous rappeler un quartier indien du film Slumdog Millionaire. Mais non. Elle est le visage de la pauvreté dans le « premier monde », juste à 12 minutes de la Plaza del Sol à Madrid, où près de 10 000 personnes vivent dans une précarité abjecte.

En 2013, plus de 22 % des Espagnols vivaient en dessous du seuil de pauvreté

Les conséquences sur les ménages espagnols de la crise économique qui frappe l'Espagne depuis 2008 se reflètent clairement dans l'enquête de l'INE [1], qui comprend les données provisoires 2013 et définitives 2012. D'après cette statistique le pourcentage de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté en 2012 a considérablement augmenté, car les prévisions d'il y a un an parlent d'un taux de 21,1 % et les données finales revues en 2013 laissent apparaître un taux de 22,2 %.

Ce seuil est calculé en fonction du revenu moyen des ménages de l'année précédente (23 123 Euros en 2012). Comme celui-ci s'est érodé (ce qu'il fait depuis 2008), en 2013 le seuil de pauvreté pour une personne s'élève à 7 040 Euros, et à 14 784 Euros pour un ménage composé de deux adultes et deux enfants de moins de 14 ans, soit nettement moins qu'un an plus tôt (7 182 Euros et 15 082 Euros).

Les plus de 65 ans sont relativement moins touchés : pour eux, le risque de pauvreté s'est réduit de 2,6 points. Cela s'explique par la stabilité de leurs pensions, en comparaison avec la réduction des revenus perçus par le reste de la population. Chez les moins de 16 ans, le risque a aussi diminué, n'étant *plus* que de 27,7 %.

Les ménages s'appauvrissent

Les ménages espagnols d'*actifs* ont gagné en moyenne 23 123 Euros en 2012, soit 3,5 % de moins que l'année précédente, tandis que le revenu moyen par personne était de 9 098 Euros/an, soit 2,4 % de moins.

Quatre ménages sur dix ne peuvent pas se permettre de dépense imprévue

Ainsi, selon l'enquête, en 2013, de plus en plus de ménages déclarent éprouver une *grande difficulté* à joindre les deux bouts : 16,9 % en 2013, contre 13,5 % en 2012, tandis que 40,9 % des ménages n'ont plus la capacité de faire face à des dépenses imprévues.

Près de la moitié des ménages (45,8 %) ne peuvent pas se permettre de prendre des vacances, ne serait-ce qu'une semaine par an, un chiffre supérieur à celui de la dernière année, et 9,2 % sont en retard de paiements pour leur hypothèque ou leur loyer, le gaz, l'électricité ou les charges de copropriété, également plus qu'en 2012.

Les pourcentages de ménages ayant une *grande difficulté* à joindre les deux bouts sont particulièrement importants en Murcie (24,8 %), Andalousie (23,4 %) et Estrémadure (20,9 %). De l'autre côté de l'échelle, la Navarre, les Asturies et Castille-et-León sont plus favorisées (5 % de moins que les plus touchées).

Plus de la moitié des ménages des îles Canaries, de l'Andalousie et de Murcie ne peuvent pas faire face à des dépenses imprévues. Dans le cas de cette dernière région autonome, deux ménages sur dix doivent reporter les dépenses liées à l'habitation principale, situation qui se retrouve également dans les îles Baléares et les îles Canaries (avec des taux de 17 % et 15 % respectivement).

37 % des familles composées d'un adulte avec enfants à charge sont sous le seuil de la pauvreté.

Selon les données définitives pour l'année 2012, publiées par l'INE, 22,2 % de la population vivait l'an dernier sous le

seuil de pauvreté. C'est une moyenne. Selon le type de foyer, les variations sont importantes : près de 37 % des familles composées d'un adulte avec un ou plusieurs enfants à charge (de moins de 14 ans) se trouvaient dans cette situation.

En outre, le risque de pauvreté est plus ou moins grand selon le niveau d'éducation : 27,1 % si vous avez seulement une instruction primaire ou inférieure, contre 9,4 % si vous sortez des établissements d'enseignement supérieur.

En ce qui concerne l'activité, 40 % des chômeurs, 13,4 % des salariés et 10,7 % des retraités vivaient sous le seuil de pauvreté. De plus, il y avait plus de population étrangère (46 %) que d'Espagnols (18,5 %).

Selon les communautés autonomes [2], les données montrent très clairement l'écart entre le Nord et le Sud. Les régions avec les taux les plus faibles de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté sont dans le même ordre : la Navarre (8,1 %), le Pays basque, la Cantabrique, Madrid (15 %), la Catalogne, la Galice, les Asturies, la Castille-et-León, l'Aragon (19,5 %) et la Rioja.

Au-dessus de la moyenne, le Sud de la péninsule et les deux archipels : Valence (23,8 %), les Baléares, la Murcie, l'Andalousie (31 %), la Castille-La Manche, l'Estrémadure et les îles Canaries (34,1 %). Pires encore sont les données des cités autonomes de Ceuta (36,2 %) et Melilla (36,6 %).

Adieu maison, adieu

L'enquête de l'INE montre enfin que 50,7 % des ménages n'ont plus accès au crédit hypothécaire, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent plus acquérir en toute propriété leur logement principal. Cependant, 28,5 % ont encore accès à la propriété de leur logement, avec une hypothèque mensuelle à payer, et enfin 12 % paient un loyer au prix du marché. Le reste, soit paient moins que le prix du marché (2,6 %), soit vivent dans un logement gratuit familial (6,3 %). Les communautés autonomes, où il est le plus fréquent que plusieurs biens immeubles appartiennent à un même propriétaire sont le Pays basque, la Cantabrie et les Asturies.

Le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale atteint 28 %

Selon l'indicateur Arope [3] (utilisé pour la stratégie Europe 2020), en 2013, 28 % de la population résidant en Espagne est en danger de pauvreté ou d'exclusion sociale, contre 28,2 % en 2012 et 27,7 % en 2011.

NB. Ne disposant pas de statistiques fiables pour 2014, nous avons utilisé l'étude de l'Institut national de statistiques (INE) portant sur 2012-2013.

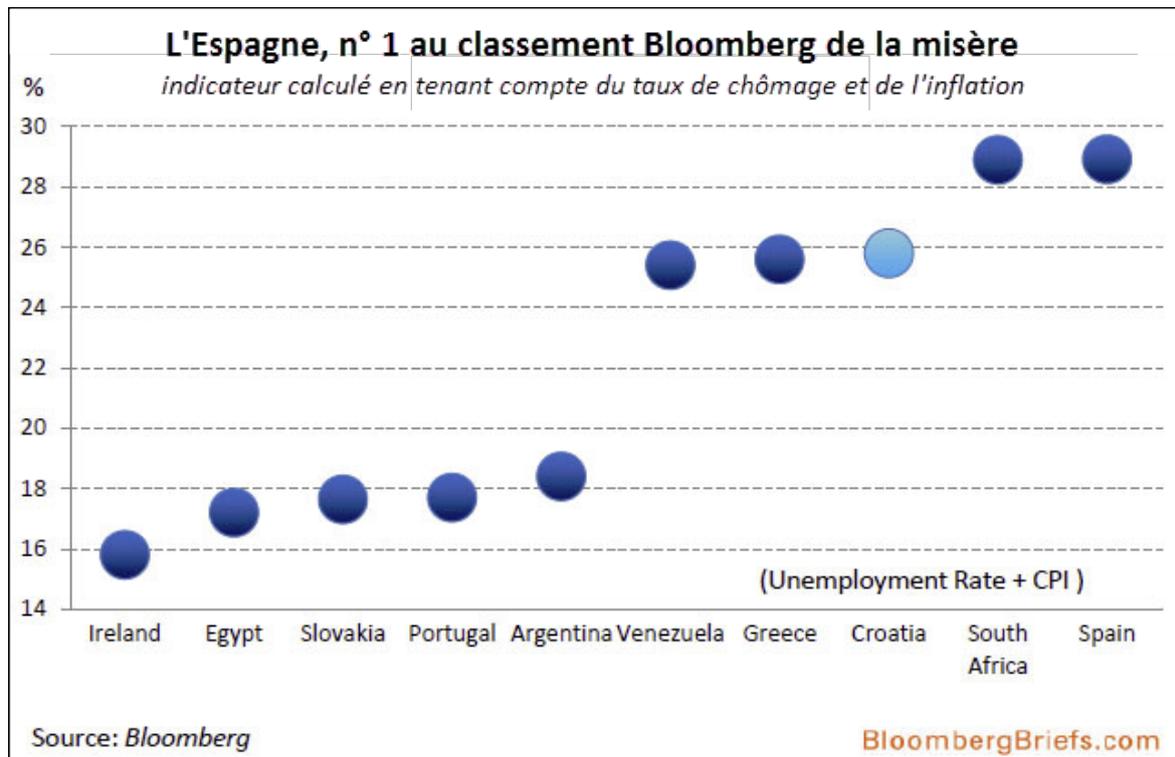
Sources : [El Índice de Miseria ya alcanza el 26,4%](#) (europapress.es, espagnol, 12-07-2014) et [Nivel, Calidad y Condiciones de Vida](#) (ine.es, espagnol)

Pour approfondir sur les statistiques officielles des conditions de vie en Espagne : [Encuesta de Condiciones de Vida \(ECV\) Resultados definitivos. Año 2013](#) (ine.es, espagnol, PDF)

[L'indice de misère le plus fort du monde](#)

Le Royaume d'Espagne dans l'abîme de la pauvreté

C'est une réalité : au-delà de nos frontières, on voit l'Espagne comme un pays qui subit une grave crise et se situe à la traîne, non seulement de l'Europe, mais du Monde entier. Cependant, il y a des aspects qui atteignent des limites insoupçonnées. Si nous traversons l'océan et nous déplaçons jusqu'aux États-Unis, la perception de la situation depuis ce pays est encore plus surprenante.



Voici que récemment, en lisant un article en anglais, j'ai trouvé ceci :

« L'Espagne est la plus « Misérable » nation du monde, pire que la Grèce, le Venezuela et l'Afrique du Sud ».

Ou, ce qui revient au même, l'Espagne est désormais le pays le plus misérable du monde.

Cet article est tiré de Bloomberg, ce géant américain de la presse, et est accompagné d'un graphique dans lequel on a calculé l'Indice de misère, en additionnant le taux de chômage et celui de l'inflation. Le résultat, comme on peut le voir sur le graphique, montre l'Espagne arrivant en tête avec un taux de 30 %, dépassant des pays comme l'Afrique du Sud, la Grèce, le Venezuela, l'Argentine et l'Égypte.

Il est vrai que l'indice de la misère en Espagne a augmenté de façon constante depuis le début de la crise, et nous sommes maintenant à 20 points de pourcentage au-dessus de la valeur de l'indice en 2007. Bien sûr, avec un taux de chômage au-dessus de 26 % et près de six millions de chômeurs, il serait étrange que l'Espagne ne fût pas en position de leader dans ce classement. Encore que, si l'on en croit les prévisions, la Croatie, qui a rejoint l'Union européenne en juillet 2013, pourrait obtenir avant longtemps le triste privilège d'être en tête de cette liste.

Mais ce n'est pas tout : dans la presse on peut lire des commentaires expliquant qu'en Espagne on n'a qu'une envie, faire la sieste ; qu'en Espagne il fait trop chaud pour sortir dans la rue pour manifester ; que nous autres Espagnols attendons qu'avec l'été le fleuve cesse de déborder, etc., etc.

La perception de notre pays à l'étranger est très mauvaise, et des considérations de ce genre, qui à mon goût sont

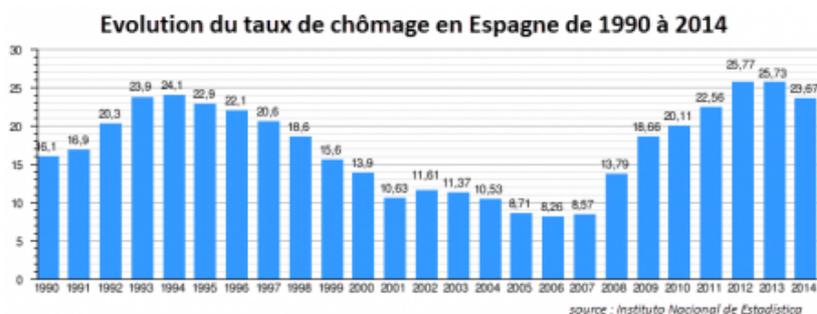
pour le moins puériles, et même discutables, ne font que rouvrir la plaie, si elle peut encore saigner.

Sommes-nous réellement aussi nuls qu'ils nous dépeignent ? Certes, ceux-là oui : gros salaires, mépris du peuple qui les nourrit, valises de dollars aux Bahamas. Mais nous, comment sommes-nous tombés assez bas pour les porter et les conserver au pouvoir ?

Source : [El índice de miseria en España el mayor del mundo](#) (ambito-financiero.com, espagnol, 31-01-2013)

En 5 ans, le taux de pauvreté a augmenté de 15 points

Les études indiquent que le chômage est la principale cause de l'augmentation de la pauvreté, et son indice se situait en 2012 à environ 26 %, le plus élevé de l'Union européenne.



Au cours des cinq dernières années, la crise économique fulminante dans le pays, ajoutée au nombre élevé de chômeurs, a provoqué une explosion de l'indice de pauvreté en Espagne : il a fait un bond de plus de 15 points, passant à 26,4 % en 2012. Dans certaines communautés, comme l'Andalousie, l'Estrémadure ou les Canaries ce taux dépasse 30 %, selon les résultats d'une étude conduite par l'AGETT [4].

Ce rapport, qui croise les valeurs du chômage et de l'inflation pour mesurer la détérioration des conditions de vie des citoyens, indique qu'en 2007 le chiffre était inférieur à 10,89 % de la population.

L'augmentation significative de cet indicateur, suivant la série des données, est surtout due à la hausse du chômage (qui a gagné près de 16 % depuis), étant donné que la hausse des prix s'est réduite à 0,47 %. En effet, l'année dernière l'indice des prix a augmenté de 1,62 %, le chômage a augmenté de 3,15 % et l'inflation est retombée à 1,53 %.

La variation du nombre de personnes qui n'ont plus de travail fait que l'Espagne a enregistré le taux de pauvreté le plus élevé de l'Union européenne (sur 27 pays), avec près de 13 % de plus que la moyenne de l'Union, établie à 13,5 %. À sa suite nous trouvons la Grèce (24,1 %), la Lettonie (19,6 %), le Portugal (18,5 %), la Slovaquie (18,4 %) et la Lituanie (18,1 %).

En revanche, des États comme l'Autriche, les Pays-Bas, Malte et l'Allemagne ont les taux les plus bas parmi la communauté et n'atteignent pas 9 %, ce qui paraît mensonger pour qui connaît peu ou prou la situation des nouveaux travailleurs pauvres d'outre-Rhin.

En séparant les communautés autonomes, on peut noter des différences abyssales entre les taux de pauvreté de certaines régions et les autres.

Ainsi, l'Andalousie est de loin le territoire avec le taux le plus élevé : 34,8 %. Vient ensuite l'Estrémadure, où le taux est de 33,8 % et les îles Canaries, avec 33,7 %.

Se situent également très au-dessus de la moyenne nationale : les Baléares, avec 29,8 %, Valence, où la valeur atteint 29,3 % ; Castille-La Manche à 29,2 % et Murcie à 28,7 %.

Le Pays basque est la région la plus riche : il se situe à l'autre extrémité du classement, avec le taux de pauvreté le plus bas : 15,5 %, soit près de 10 points en dessous de la moyenne nationale.

Ce chiffre est encore plus bas dans la province de Guipúzcoa, atteignant seulement 13 %, devant la Biscaye avec 16,7 % et Alava, avec 16,8 %.

La situation est aussi plus favorable en Navarre, où le taux est de 18,6 % et les régions de Cantabrie et d'Aragon avec 20,4 %.

« De toute évidence, les fortes disparités entre les niveaux de pauvreté des diverses communautés sont dues essentiellement à l'inégale détérioration du marché du travail, tandis que l'inflation reste plus ou moins stable sur tout le territoire national », explique le document de l'AGETT.

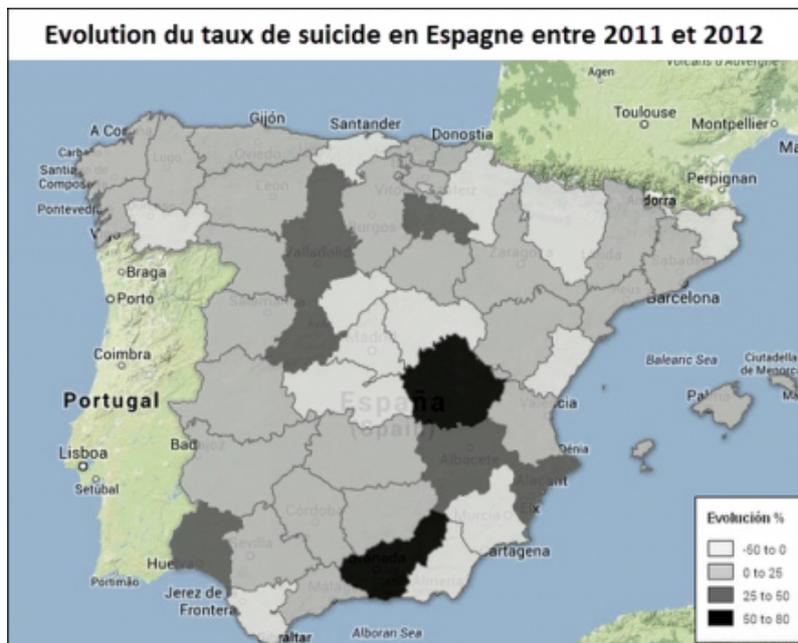
Si on considère l'évolution des chiffres, seuls l'Aragon et Murcie se sont améliorés par rapport au premier trimestre de 2011, avec des réductions de l'ordre de 1 %. En revanche, en Estrémadure la misère a progressé de 5,2 %, en Castille-La Manche de 3,4 % et dans la Rioja (pourtant grosse exportatrice de vins), elle a augmenté de 3,2 %.

Selon les experts, les prévisions d'évolution future des taux de pauvreté en Espagne ne sont pas très optimistes, principalement en raison des perspectives macro-économiques du Produit intérieur brut et du taux de chômage pour le deuxième semestre de l'année 2013 : la tendance, selon la même source, fait que le taux de pauvreté repasse en hausse en fin d'année 2013 et aucune amélioration sensible ne se dessine pour 2014.

- ▶ **Source** : [La tasa de miseria en España crece 15 puntos en cinco años](#) (diariodeburgos.es, espagnol, 13-07-2012)
- ▶ **Lire aussi** : [España ocupa el primer puesto europeo en el Índice Mundial de Miseria](#) (rt.com, espagnol, 21-11-2014)
- ▶ **Texto completo en** : <http://actualidad.rt.com/economia/view/147819-espana-europa-indice-mundial-miseria>

[De plus en plus de suicides dus à la crise, dans le silence des médias](#)

La crise ruine et tue. En Espagne il y a chaque jour des suicides... dont les médias ne parlent jamais. « *Il s'agit de ne pas provoquer de panique sociale, et d'atténuer la tragédie* », disent les responsables des médias aux ordres. Une fois de plus, les effets passent avant les causes.



Les dernières données officielles disponibles couvrent les années 2011 et 2012. Leur évolution est décrite sur la carte ci-dessus qui montre la variation des taux entre ces deux années.

Entre 2011 et 2012, les suicides ont augmenté de 11,3 % . Selon les données publiées par l'INE , il y a eu 3 539 cas de suicide (soit 7,5 cas pour 100 000 habitants) en 2012, le plus élevé depuis 2005. Depuis le début de la crise, cette augmentation est sensiblement plus faible, par exemple de 2,8 % entre 2008 et 2012. Ce ralentissement de l'augmentation est dû au fait qu'entre 2008 et 2010, le taux de suicide a diminué, passant de 7,49 cas pour 100 000 habitants à 6,69, avant de recommencer à augmenter légèrement en 2011, passant de 6,69 à 6,74.

Alors que le nombre total de cas au cours des années du début de la crise n'est pas très différent de celui des années antérieures, la subite augmentation enregistrée entre 2011 et 2012 est très parlante. En voici quelques caractéristiques de détail.

Plus de suicides d'hommes que de femmes

77 % des personnes qui ont décidé de s'ôter la vie en 2012 étaient de sexe masculin, contre 23 % de sexe féminin. Ce pourcentage plus élevé de cas chez les hommes est constant dans toutes les provinces espagnoles et pour toutes les années étudiées (de 2008 à 2012).

Le suicide dans les Provinces

En 2012, la Province qui a le taux de suicide le plus élevé est Lugo (16,1 pour 100 000 hab.), suivie par Grenade (14,4). En Galice et dans les Asturies, on observe les taux les plus élevés de l'histoire espagnole. Les provinces centrales de l'Espagne, avec Madrid (1,5) en tête, sont celles qui ont enregistré le taux de suicide le plus faible.

Plus faible que dans certains autres pays développés ?

Selon les données de l'OCDE, les cas enregistrés en Espagne seraient moins fréquents que dans certains autres pays développés. L'Espagne, avec un taux de 6,74 suicides par 100 000 habitants et par an en 2011, aurait un taux inférieur à celui du Portugal (8,5) et le taux serait encore plus loin des carnages enregistrés au Japon (20,9).

Les causes de cette épidémie ont nom et prénom : la caste politique et financière.

Un des cas les plus récents est celui d'une femme handicapée à Málaga. La presse a caché l'événement, malgré son côté spectaculaire, car une centaine de personnes en ont été les témoins directs depuis la rue. Cette femme, Isabel, divorcée de 56 ans, n'a pas pu surmonter le fait d'être forcée de quitter son foyer à la suite d'une expulsion. La dame s'est jetée dans le vide au onzième étage de son immeuble, dans une rue passante de la ville, la calle Maestro Chapí [5]. Le suicide a eu lieu le 7 de ce mois. Un chroniqueur a appris l'événement par l'un des témoins oculaires, un des nombreux témoins des derniers instants d'attente et d'angoisse, lorsque la malheureuse enjamba la balustrade du balcon, dos à la rue et sourde aux appels désespérés de la police, des pompiers et des voisins pour la dissuader.

Ce sont des nouvelles de ce genre qui secouent le pays presque tous les jours et qui ne sont mentionnées nulle part.

Aucun dirigeant politique ne parle de la prolifération des suicides en Espagne. Ils sont rarement reflétés dans les chroniques d'actualité.

Les dépressions aux conséquences mortelles affectent principalement les petits entrepreneurs qui ont vu le travail de toute une vie s'effondrer. Il faut savoir que l'Espagne est un pays d'entreprises familiales, et ici la ruine prend une connotation particulière. Avant même le sentiment de l'échec, celui de la responsabilité est encore plus fort, plus angoissant, et engendre le désespoir.

Un autre exemple : « Désolée, mais je n'ai pas d'autre choix. Prenez soin de vous ».

C'est sur ces mots qu'Elizabeth a pris congé d'un ami par téléphone, avant d'en finir avec la vie. C'est l'un des rares cas dont nous ayons eu connaissance. La plupart des suicides se produisent en Espagne dans le silence le plus complet, sans que transparaisse aucune tragédie.

Bien qu'il n'y ait pas de chiffres officiels très récents et que la plupart des cas soient camouflés en accidents, on estime qu'il se produit un suicide par jour en raison de l'incertitude économique. C'est ce que prétend l'EURES [6], le réseau créé par la Commission européenne pour faciliter la mobilité de la main-d'oeuvre.

Ce sont les entrepreneurs, les chômeurs, les travailleurs indépendants, et même les retraités avec des pensions de misère qui se tuent par manque d'argent, de travail, ou par désespoir.

Les entrepreneurs parlent de situation dramatique. Au cours des trois dernières années, des dizaines de milliers d'entreprises ont fermé. Leurs plaintes concernent surtout la charge excessive des impôts, le manque d'investissements gouvernementaux, les retards de paiement de la part des administrations publiques [7], l'excès de bureaucratie et la corruption.

Vivre avec la pension du grand-père

À bien des égards, les médias présentent l'image d'une Espagne désespérée par la crise : prix qui s'envolent, salaires bloqués (parmi les plus bas en Europe), et un record d'impôts. Dans cette perspective désolante, certains confessent qu'ils sont obligés de voler de la nourriture dans les supermarchés pour survivre.

Comme si cela ne suffisait pas, les familles ne dépensent plus. Beaucoup vivent sur la ridicule pension des grands-parents. C'est la pire conjoncture, en termes de consommation, depuis plus de 70 ans.

Des suicides se produisent également parmi les employés qui ont perdu leur emploi.

Tout ceci sans oublier les jeunes qui sont tombés dans les bras de la drogue en raison de l'absence totale de perspectives d'avenir. Il est à craindre que le nombre de toxicomanes en Espagne dépasse les chiffres enregistrés dans la seconde moitié des années 70. Devant le manque de moyens financiers pour acquérir de la drogue, ils ont recours à des substances « stupéfiantes » aussi insolites que celles élaborées à partir de bouse de vache, comme nous l'a raconté une source de la police.

Il est difficile de savoir quels suicides sont dus en totalité à la crise ou s'ils se seraient tout aussi bien produits simplement en raison de l'instabilité psychique des victimes. Quoi qu'il en soit, il est un fait incontestable que ces événements ont grimpé en flèche depuis un an.

C'est un moment très dur que celui que vit l'Espagne actuellement. Peut-être le pire depuis la guerre civile espagnole. Et pire encore, il y a peu de place pour l'espoir. Combien de suicides vont continuer être dissimulés durant les prochains mois ?

Source : [Incremento del número de suicidios en España motivados por la crisis y silenciados por los medios](http://iniciativadebate.org) (iniciativadebate.org, espagnol, 28-05-2014)

En 2013, Caritas a assisté plus de 2,5 millions de personnes, soit 32 % de plus qu'en 2012

En 2013, Caritas a aidé plus de deux millions et demi de personnes en Espagne en 2013 (600 000 de plus qu'en 2012), tâche dans laquelle l'organisation a investi 263 000 000 Euros, grâce à l'augmentation des contributions privées, parce que les subventions reçues de l'État sont les plus basses des cinq dernières années.

Selon le rapport annuel, Caritas Espagne a investi 15 millions de plus que l'an dernier dans l'aide sociale, totalisant 291 MEuros (28 MEuros en coopération internationale et 263 MEuros dans des projets en Espagne). Ces fonds sont consacrés à aider 2 513 563 personnes en Espagne et 2 509 771 dans 40 autres pays.

Du total de ces fonds, 75 % proviennent de contributions privées (218 290 147 Euros) et le reste de fonds publics (73 055 970 Euros).

Le nombre de familles recevant un soutien de l'organisation catholique se maintient autour d'un million, encore que le nombre des personnes assistées ait augmenté parce que les ménages en difficulté sont de plus en plus des couples avec enfants et que leurs problèmes vont s'aggravant.

« De plus en plus de personnes sont bénéficiaires de notre aide, mais l'augmentation du nombre de ménages aidés reste stable ». La crise « est en train de s'attaquer aux familles les plus nombreuses ou comptant le plus de personnes à charge », a déclaré Sébastien Mora, Secrétaire général de Caritas. Pour elle, ces ménages « accumulent plus de problèmes ». Pour le responsable de Caritas, « il est temps d'avoir des politiques sociales et familiales courageuses », de telle sorte que les personnes vulnérables ne soient pas laissées « sur le mauvais côté de la route, tandis que la société avance sans regarder derrière elle ».

Appel au soutien public

Le Royaume d'Espagne dans l'abîme de la pauvreté

Mora a mis en évidence l'augmentation des fonds privés, de 25 MEuros par rapport à 2012 et de 75 MEuros au cours des cinq dernières années (soit une augmentation de 52 %).

Il a toutefois déploré la baisse des subventions publiques pour Caritas, qui ont diminué de 10 MEuros par rapport à l'an passé, principalement au niveau régional et local.

Il a demandé que toutes les politiques culturelles, sociales ou éducatives incorporent des indicateurs afin de mesurer la façon dont elles affectent les plus pauvres, et insisté sur la proposition de créer un revenu minimum de base pour les 740 000 ménages espagnols sans ressources.

Caritas a consacré au cours des cinq dernières années 1 300 MEuros à l'action en Espagne, a rappelé Mora.

En outre, le rapport de Caritas souligne l'augmentation du nombre de bénévoles, qui s'élève maintenant à 78 000, soit une augmentation de 30 % au cours des cinq dernières années (18 000 personnes solidaires en plus). Par communautés autonomes, le plus grand nombre de bénévoles se trouvent en Andalousie (12 025), en Catalogne (11 452) et à Madrid (11 036).

La réponse de Caritas aux problèmes d'instabilité des familles a mis l'accent sur les chapitres de l'emploi, du logement et l'accueil.

En outre, cette organisation a également continué à renforcer les actions pour les personnes âgées, les sans-abri, les familles et les immigrants.

« Un an de plus, Caritas a investi plus d'argent, parce qu'il a reçu plus d'argent », a déclaré le président de Caritas, Rafael del Rio, qui a reconnu « se sentir parfois impuissant parce qu'il ne peut pas répondre à tous ceux qui demandent de l'aide ».

Pour Atiliano Rodríguez, évêque de Sigüenza-Guadalajara et responsable de Caritas auprès de la Commission épiscopale pour la veille sociale, « *L'Église peut se féliciter de ce que grâce à Caritas elle peut mettre en application un enseignement fondamental de l'Évangile : l'amour pour les nécessiteux* ».

Source : [Cáritas atendió en España a más de 2.5 millones de personas, un 32% más que en el año anterior](#) (republica.com, espagnol, 29-09-2014)

NdT. Il n'existe pas en Espagne d'ONG laïque de la taille des Restaurants du Coeur. C'est Caritas, fortement liée à l'Église catholique, qui assume ce rôle, en raison de sa large et dense implantation territoriale. L'organisation est financée à 75 % par des dons privés depuis la drastique diminution des aides publiques, dont le montant est au plus bas depuis les cinq dernières années, alors que les besoins et la pauvreté augmentent en flèche.

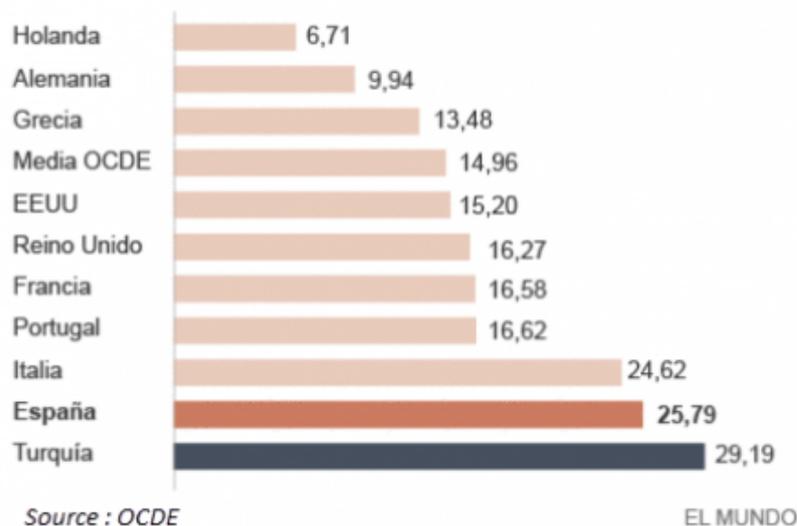
L'Espagne est le pays de l'Union européenne avec le plus fort pourcentage de « Ninis », ceux qui n'étudient pas, ni ne travaillent

L'Espagne est le pays qui a le plus haut pourcentage de jeunes qui n'étudient pas, ni ne travaillent, ceux qu'on appelle les *Ninis* [8] de l'Union européenne. Un sur quatre (25,79 %) des garçons et filles entre 15 et 29 ne fait rien

dans la vie. Non parce qu'ils ne veulent pas s'intégrer dans le marché du travail, mais parce que la société ne leur offre pas cette possibilité.

Pourcentage de Ninis entre 15 et 29 ans

ni emploi, ni études, données de 2012



Une fille ou un garçon entre 15 et 29 ans sur quatre n'étudie pas, ni ne travaille. La moitié des Espagnols entre 25 et 65 n'a pas le baccalauréat. 36 % des jeunes entre 25 et 34 ans ont quitté l'école avant 16 ans. Le taux de chômage des Espagnols ayant fait des études supérieures est le triple de celui de la moyenne de l'OCDE. Les enseignants espagnols gagnent plus que la moyenne de l'OCDE.

Ces faits sont mentionnés dans le rapport *Panorama de l'éducation 2014*, préparé chaque année par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), qui a été présenté ce matin à Madrid par le secrétaire d'État à l'Éducation, Montserrat Gomendio. Si l'Espagne est comparée aux 34 pays qui composent l'OCDE, elle atteint un triste résultat : elle a le deuxième pourcentage le plus élevé de *Ninis*, dépassée seulement par la Turquie, qui a 29,19 % de jeunes dans cette situation. Derrière l'Espagne arrive l'Italie (24,62 %), le Chili (22,33 %), le Mexique (22,04 %) et l'Irlande (21,09 %).

Ce chiffre est bien supérieur à la moyenne de l'OCDE. Aussi, alors que dans d'autres pays la situation s'est améliorée (la moyenne de l'OCDE est passée 15,6 % en 2011 à 14,9 % en 2012), nous accumulons ici de plus en plus d'adolescents, qui passent le lundi au soleil. En 2010, 23,8 % des jeunes étaient *Ninis*. Un an plus tard, le chiffre était passé à 24,4 %. Et en 2012 il s'est élevé à 25,79 %. Il n'a pas l'air de vouloir baisser.

Combien de personnes ce pourcentage représente-t-il ?

Nous avons 1 956 900 *Ninis*, selon les chiffres du recensement du 1er janvier 2013, selon l'INE.

Le directeur d'*Innovation et Indicateurs de Progrès* au sein de la Direction de l'Éducation de l'OCDE, Dirk van Damme, a déclaré au cours de sa présentation du phénomène que les *Ninis* représentent « *un grave problème pour l'Espagne* » et a demandé qu'il y ait « *une offre éducative en rapport* » avec la réalité de ces jeunes. Selon son opinion, la solution consiste à « *améliorer* » la formation professionnelle.

Selon l'OCDE, « *lorsque le marché du travail se détériore, les jeunes qui opèrent la transition de l'école au travail sont souvent les premiers à rencontrer des difficultés* ».

Le problème est que, en Espagne, contrairement à ce qui se passe dans la plupart des autres pays, les *Ninis* sont au chômage. C'est-à-dire qu'ils sont à la recherche de travail. 19 % d'entre eux sont dans cette situation, comparativement aux 6 % de la moyenne de l'OCDE. Ils sont obligés d'être *Ninis*. Ils veulent travailler, mais ne le peuvent pas. En face d'eux, on trouve 7 % de jeunes Espagnols (9 % dans l'OCDE) qui sont totalement inactifs ou *Super-Ninis*, c'est à dire ne cherchant plus d'emploi.

La cause de ce phénomène doit être recherchée dans l'âge d'or du bâtiment, ces sept années de début du siècle qui firent abandonner leurs études à de nombreux jeunes attirés par la promesse d'argent rapidement gagné.

Une autre donnée choquante du rapport, c'est que près de la moitié des Espagnols entre 25 et 64 (45 %) n'ont pas terminé leurs études secondaires ou l'équivalent en formation professionnelle. Tout au plus, ils ont terminé l'enseignement secondaire obligatoire. C'est-à-dire qu'ils ont étudié jusqu'à 16 ans. Ce pourcentage espagnol est presque le double de la moyenne de l'OCDE, qui se situe à 24 %.

L'étude souligne, en essayant d'injecter une dose d'optimisme, que les jeunes Espagnols ont des niveaux d'éducation plus élevés que les membres de la génération de leurs parents, mais la chose n'a rien d'exceptionnel en soi.

36 % de la population espagnole âgée de 25 à 34 ans n'a pas le Baccalauréat. Dans l'OCDE, ce pourcentage est de 17 %.

Paradoxalement, la crise aide les jeunes

Au moins quelque chose de bon s'est passé avec la crise économique : elle a forcé les jeunes à rester plus longtemps dans le système éducatif. Le pourcentage de jeunes adultes qui s'inscrivent à un programme éducatif après la fin de la scolarité obligatoire (c'est-à-dire après 16 ans) a plus rapidement augmenté en Espagne que dans le reste de l'OCDE, selon l'étude.

Avant la crise, en 2008, environ 81 % de ceux âgés de 15 à 19 ans et 21 % de ceux âgés de 20 à 29 ans étaient inscrits à un programme éducatif. En 2012, ces taux ont augmenté, à 86 % pour les jeunes âgés de 15 à 19 ans et à 28 % pour les 20-29 ans. Dans les pays de l'OCDE, l'augmentation a été plus faible : de 81 % à 84 % dans le premier cas et de 25 % à 28 % dans le second.

La thèse soutenue par le rapport est que l'enseignement supérieur réduit le risque de chômage, bien qu'en Espagne, le taux de chômage étant plus élevé, un diplôme d'études collégiales ou l'équivalent en formation professionnelle ne réduise pas autant le risque de chômage que dans d'autres pays. En Espagne en 2012, 31,2 % des adultes qui avaient abandonné les études avant l'âge de 16 ans étaient au chômage (la moyenne de l'OCDE était de 13,6 %), tandis que les adultes possédant un diplôme universitaire ou équivalent subissaient un taux chômage de 14 % (la moyenne de l'OCDE étant de 5 %).

Selon l'OCDE, continuer à étudier vaut la peine. Tout d'abord, pour permettre d'avoir une meilleure chance de trouver du travail. Ensuite, pour gagner plus (il y a un écart de salaire de 20 % entre ceux qui n'ont pas atteint le niveau du Baccalauréat et ceux qui l'ont obtenu). Enfin, pour atteindre un meilleur degré de satisfaction dans certains domaines sociaux.

Pas assez d'excellence dans le système éducatif espagnol

L'autre gros problème existant dans le système éducatif espagnol est que les résultats obtenus par ceux qui étudient sont assez médiocres. Seulement 12 % des universitaires obtiennent d'excellents résultats en compréhension de texte écrit, contre 24 % dans l'OCDE.

En culture mathématique, on compte 10 % d'Espagnols ayant de bonnes notes par rapport à 26 % dans l'OCDE. Ce rapport indique que « *les scores obtenus par la population espagnole avec un diplôme d'études secondaire sont nettement inférieurs à la moyenne de l'OCDE* ». « *Un niveau élevé de compétence permet de meilleures perspectives d'emploi* », indique par ailleurs le rapport.

Selon Montserrat Gomendio, ces résultats « montrent qu'un effort manifeste a été réalisé pour accroître l'investissement éducatif, mais qu'il n'a pas eu les rendements escomptés en résultats des élèves. Il est important de commencer à changer de stratégie et de mesurer non seulement les niveaux d'investissement, mais aussi les résultats ». Et elle a exhorté les familles à « s'impliquer davantage, car le rendement des élèves est étroitement lié à la fréquence avec laquelle les parents demandent aux enfants ce qu'ils ont fait à l'école. Ils sont grandement améliorés si les élèves comprennent que c'est important pour leurs parents ».

Source : [España es el país con mayor porcentaje de 'ninis' de la UE](#), par [Olga R. Sanmartin](#) (elmundo.es, espagnol, 09-09-2014)

Un peu d'optimisme, l'austérité et la misère ne sont pas pour tout le monde : Trente exemples de gaspillages en Espagne

- **NdT.** En Espagne comme ailleurs s'applique la sacro-sainte règle du 10 %. Donc, sur les six milliards qu'ont coûtés les chantiers publics de pure corruption qui suivent, les politiques et hauts fonctionnaires complices ont volé aux pauvres environ 600 000 000 Euros d'argent public, et cet argent a été expédié dans des paradis fiscaux off-shore. Tout comme en France, en somme. Pour ne citer que lui, combien va coûter ce somptueux projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ? Question à mille balles : combien de millions d'euros d'argent public vos élus régionaux vont-ils dérober grâce à cet aéroport ?

Trente exemples de gaspillages en Espagne

Voici trente chantiers publics qui illustrent les grands gaspillages que l'Espagne s'est permise au cours des dernières années et qui ont forcé le gouvernement à emprunter des sommes astronomiques. *Rien que pour l'exécution de ces projets, six milliards ont été dépensés. Nous, citoyens espagnols, les paierons grâce aux augmentations d'impôts.* Allons vraiment devoir rembourser tout cela de notre poche ?



Exemple n°12, la Caja Mágica (littéralement Boîte magique) est le centre olympique de tennis de Madrid

Qui plus est, ces projets ont été initiés et réalisés après 2007, quand il est devenu clair pour tout le monde que la bulle immobilière avait éclaté, et que les rentrées fiscales allaient s'effondrer. Ineptie et corruption règnent sur toute l'Europe du Sud, France incluse.

1. - **Aéroport d'Albacete.** Le nouveau terminal de l'aéroport d'Albacete, ouvert en 2005, a coûté sept millions et demi. Le nombre de visiteurs est tombé à 8 415 par période de 23 jours en 2011, et reste inférieur au nombre d'avant l'ouverture de l'établissement rénové.
2. **Aéroport de Badajoz.** Rénové en 2010 pour la modique somme de 20 millions d'euros, il a reçu en 2011 un peu plus de 50 000 passagers, mais au début de 2012 les lignes menant à Madrid et Barcelone ont été suspendues, car non rentables, et il est devenu un nouvel aéroport fantôme.
3. **L'aéroport de Burgos.** Un tout nouveau terminal et de nouvelles installations ont permis à l'aéroport de Burgos d'être ouvert à l'aviation commerciale en 2008. Il en a coûté environ 45 millions ; le résultat : 35 000 passagers en 2011, moins de 100 par jour.
4. **Aéroport de Castellón.** 150 millions ont été engloutis dans cet aéroport où n'a pas encore décollé ni atterri aucun aéronef, même s'il a officiellement été inauguré en mars de l'année dernière. Les autorisations n'ont pas été obtenues. Une sculpture de 25 mètres de haut et 300 000 Euros couronne le grotesque de l'ensemble.
5. **Aéroport de Ciudad Real.** Le plus célèbre et coûteux de ces aéroports fantômes a été celui de Ciudad Real : 1 100 millions de coûts d'infrastructures ; il est déjà fermé et son avenir est des plus sombres. Aux dernières nouvelles, il est en vente, mais les acheteurs ne semblent pas se bousculer.
6. **Aéroport de Huesca.** Huesca est celui qui donne l'image la plus négative de l'histoire de l'aviation commerciale espagnole : il est difficile d'imaginer un aéroport drainant moins de 2 781 voyageurs en 2011, chiffre qui tombera à 9 par jour sept mois après son ouverture. Et pour cela, ils ont dépensé ni plus ni moins que 45 millions.

7. **Aéroport de León** Depuis 2007, l'aéroport de León a perdu la moitié de ses passagers, dont le nombre est passé de 160 000 à un peu plus de 80.000. Cependant, en 2010, ce nouveau terminal spectaculaire qui a coûté 29 000 000 Euros a été inauguré. Qui plus est, en 2011 on a élargi la piste. Certains chiffrent le coût total des délires de Zapatero pour le terminal de la ville à environ 80 millions.
8. **Aéroport de Lleida** Un budget de 42 MEuros et un coût final de construction de 90 MEuros. L'aéroport de Lleida est sorti du néant avec un beau bâtiment moderne. Pour l'instant, aucune entreprise ne veut prendre en charge sa gestion, et ce malgré les conditions très favorables dans lesquelles elle travaillerait. Mais l'infrastructure continue d'être insuffisante et aucune grande compagnie ne veut y opérer.
9. **Aéroport de Logroño** Ouvert en 2003, dans une zone déjà dotée de nombreux aéroports, celui de Logroño a coûté 18 millions et reste l'un des moins utilisés d'Espagne : en 2011 n'a vu passer que de 17 877 voyageurs, soit moins de 50 par jour.
10. **Aéroport de Pampelune** Encore un autre aéroport situé dans une zone comprenant déjà beaucoup d'installations aéroportuaires ; en 2011 l'aéroport de Pampelune recevait 230 000 passagers, moins de la moitié de ce qui est était mesuré en 2007, et ce malgré son nouveau terminal, inauguré en 2010, qui a coûté 44 000 000 Euros pour rien.
11. **Ville de Madrid** Le meilleur exemple de la gestion municipale de la maintenant ministre de la Justice. Entre la valeur d'achat de l'immeuble et la spectaculaire restauration, le déménagement du conseil municipal de Gallardón dans l'ancien palais des télécommunications de Madrid a coûté environ 530 MEuros.
12. **Caja Mágica, Madrid** (photo) Certainement l'un des grands succès de Gallardón, le Palais olympique de Madrid : une salle omnisports actuellement utilisée pratiquement deux semaines par an, qui a coûté rien de moins que 250 % du devis initial : 300 MEuros qui feront pour de nombreuses années partie de la dette massive de Madrid.
13. **Palais international des Congrès de Madrid** Nous concluons notre revue des extravagances de Gallardón avec son gaspillage le plus emblématique : le Centre International des Congrès de Madrid, un chantier dont la nécessité était plus que discutable et qui est maintenant paralysé après avoir coûté 191 000 000 Euros.
14. **Cité de la Culture, Saint-Jacques-de-Compostelle** Un des projets les plus mégalomanes de cette liste, et des plus chers : déjà 400 millions dépensés, et on se demande pourquoi les deux bâtiments principaux de cet ensemble de six restent encore à construire. Ce qui était censé être un centre culturel destiné à attirer l'attention de toute l'Europe et fut conçu à une échelle digne d'une ville de millions d'habitants croupit aujourd'hui entre les expositions minables et les conférences confidentielles sans intérêt.
15. **Cirque de la Ville, Alcorcón** Que dans une ville de moins de 170 000 habitants un « Cirque de la Ville » soit construit est déjà incroyable, mais d'y avoir consacré 120 000 000 Euros nous fait sauter dans un monde où l'étonnement n'est plus de mise.
16. **Millenium Dôme, Valladolid** Le sauvetage d'un pavillon de l'Exposition de Saragosse (dans lequel nous devons reconnaître un certain esprit de recyclage) et la transformation d'un ancien parking : le conseil municipal de Valladolid a créé une « salle polyvalente » de style « n'importe quoi » pour 16 millions. Le meilleur résumé de l'ensemble est un commentaire écrit sur le blog de l'architecture : « C'est super tout ça, mais ce bâtiment... à quoi ça sert ? »
17. **Gare de Santa Rosa, Barcelone** Le métro de Barcelone Ligne 9 est un des meilleurs exemples de la façon de faire exploser les budgets publics en Espagne : la première tranche de 2 600 millions s'éleva bientôt à 3 700, d'où elle est venue assez facilement à 6 900 et, avec la ligne non encore achevée, elle terminera sa course à 16 000. Il n'est donc pas surprenant que pour une seule station 31,7 millions soient dépensés. Allez, même dans le luxueux métro de Moscou, tout en marbre, on n'a jamais mis autant d'argent.
18. **Ligne d'AVE à Cuenca et Utiel-Requena** [\[9\]](#) Cuenca a moins de 60 000 habitants, mais sa gare d'AVE a coûté 20 millions. La comparaison est encore plus odieuse pour la station Utiel-Requena, qui a « seulement » coûté 12 millions, mais transporte le montant somptueux de 50 passagers par jour. De mauvaises langues ont calculé qu'il serait moins cher de louer pour chacun d'entre eux une limousine avec chauffeur pendant 50 ans.
19. **Hôpital des Asturies** (Centre Hospitalier Universitaire d'Oviedo) Payer 1 300 millions pour un hôpital plus petit que celui qui va être remplacé ? Bien que ce ne semble pas très logique, c'est ce qui se passera pour l'Hôpital universitaire central des Asturies, qui comptera 250 lits de moins que son prédécesseur et dont le coût atteindra 1700 MEuros
20. **Musée Pablo Serrano, Saragosse** Populairement connu comme « Mazingher », l'aspect de ce bâtiment qui a

coûté 18,7 millions est frappant. Sa précédente restauration datait de 1994, mais il était « impératif » de l'agrandir. Bien sûr, sa conception a été sévèrement critiquée à Saragosse.

21. **Palais des Congrès, Huesca** Avec 30 millions fut satisfaite l'impérieuse nécessité d'un centre de conférences géant dans cette ville d'un peu plus de 50 000 habitants. Comme un signe de son immense succès, au cours des six derniers mois il y a lieu une seule conférence dans une seule salle et quatre foires, dont celle de la bière.
22. **Palais des Congrès, Oviedo** Beaucoup voient dans cette oeuvre la réponse de Calatrava à la capitale des Asturies : le Centre Niemeyer et la reprise du chantier de Gijón. Je ne sais pas si c'est comme ça que ça s'est passé, mais en termes de dépenses il a été propulsé sur la première marche du podium : 350 millions engloutis dans un bâtiment spectaculaire, mais dont l'emplacement est très critiqué.
23. **Champignons de l'Incarnation, Séville** Malgré le nom pompeux de « Incarnation Métropole Parasol », les Sévillans l'ont rapidement surnommé les « champignons de l'Incarnation ». Il s'agit d'un projet fou, enfermé dans un carré au centre de Séville, qui est arrivé à coûter 123 MEuros pour un devis de 50 MEuros (après les délais habituels). Et mieux : le musée est devenu intéressant grâce aux vestiges romains déterrés lors de la construction.
24. **Metropolitan Tramway, baie de Cadix** Le Tramway Bay Metropolitan était destiné à relier différentes villes telles que Cadix, Chiclana, San Fernando et Jerez, mais il sera abandonné en route après environ 224 millions d'euros d'investissement et plusieurs scandales à son actif.
25. **Tramway de Jaén** Un des meilleurs exemples de projet non durable qui ruine les contribuables : à Jaén, une des villes les plus endettées en Espagne, l'ancien maire socialiste a initié et fait construire le projet, y a consacré un budget de 120 millions, mais le conseil municipal actuel ne le met pas en service parce qu'il ne peut pas faire face financièrement à son entretien.
26. **Tramway de Jerez** Un autre projet du gouvernement de la communauté autonome, qui veut dépenser 168 millions pour le faire démarrer. L'absurdité est telle que la ville de Cadix a demandé que la somme soit investie dans l'amélioration de plus de 30 autres lignes de transport existantes.
27. **Tramway de Parla** Probablement le plus célèbre des tramways espagnols en faillite, et le meilleur marqueur de corruption du maire de Madrid, le baron socialiste Tomás Gómez. Le tramway, dans un état de ruine financière complète, a coûté 120 millions, soit plus de 1 000 Euros par habitant de Parla.
28. **Tramway de Séville** Un peu plus de deux mille mètres de long à travers le centre de la ville, cinq stations et 60 millions de frais : le conseil municipal de la ville de Séville dirigé par Monteserín a fait les choses en grand, au moins du côté des dépenses.
29. **Tramway de Vélez-Málaga** Par rapport au scénario de Séville, les 25 millions qu'ont coûtés six kilomètres de tramway Vélez-Málaga paraissent n'être pas chers, mais l'énorme erreur de calcul sur le nombre d'utilisateurs (en fait, ils sont encore 25 % de moins que prévu) peut conduire ce tramway à fermer à tout moment. À son crédit, le curieux record d'avoir provoqué 30 accidents en cinq ans, heureusement sans blessé grave.
30. **Tramway de Saragosse** À Saragosse le coût de lancement de ce tramway théoriquement plus « soutenable », soit 400 MEuros, a été versé, mais pour l'instant, il n'y a que 12 km de construits entre onze stations. Le premier passager devra attendre sa place encore quelques années.

Source : [Treinta ejemplos del despilfarro español](http://tribunamunicipal.com)(tribunamunicipal.com, espagnol, 12-06-2012)

Comment un pays civilisé tombe dans le puits de la misère, pendant qu'une élite privilégiée accumule sans vergogne une immense richesse

Des centaines de milliers de personnes subissent le pire des terrorismes : la pauvreté, l'expulsion, la faim et le chômage

Curieusement, il n'y a pas de coupable ni de responsable incarcéré, ni parmi les banquiers qui ont créé la bulle immobilière et la crise dont souffrent les plus personnes les plus faibles de la société, ni parmi les municipalités qui

ont accumulé des dettes vertigineuses à cause de la mauvaise gestion de leurs dirigeants, et qui réclament maintenant au gouvernement, à charge des impôts que nous payons, des milliards d'euros pour payer les dettes contractées auprès de leurs fournisseurs. Ce qui est bien d'une part, car ces entreprises survivront encore un peu de temps, mais mauvais de l'autre, parce que les citoyens doivent payer leur gabegie et leurs gaspillages.

Une des conséquences les plus traumatisantes de la crise est l'augmentation du nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté, qui atteint le quart de la population : ce quart-monde vit avec un revenu inférieur à 60 % du salaire moyen espagnol et représente 12 millions de personnes. La pauvreté en Espagne est plus étendue, grave et chronique que jamais, creusant un écart scandaleux entre riches et pauvres, fracture qui polarise dangereusement la société.

Les fameux « marchés » sont un corps élitiste composé d'un petit groupe de spéculateurs, dont les critères sont tout sauf sociaux ou humanitaires, et quand ce petit monde ultra-capitaliste parle des merveilles qu'il engendre, c'est pour rendre nos vies et notre avenir, incertains pour les plus favorisés, pauvres et désespérants pour ceux qui ont moins.

Et le plus triste, c'est que nous avons vendu notre pays à ces gens, preuve en est la réunion qu'a eue M. Rajoy avec les grands banquiers et hommes d'affaires, c'est-à-dire précisément avec les responsables de la spéculation financière et immobilière qui a plongé l'Espagne dans cette spirale descendante de la crise. Et c'est sans vergogne que cette caste demande maintenant au gouvernement de prendre des mesures encore plus radicales pour corriger les excès qu'ils ont eux-mêmes causés.

C'est un gouvernement irresponsable, d'une négligence téméraire et coupable, qui laisse glisser le pays dans un énorme désastre social, laissant la plus grosse partie du stock de richesse concentrée entre les mains d'une petite minorité, provoquant la création de la plus grande poche de pauvreté qu'ait connue l'Espagne depuis 1934, faisant ainsi exploser les différences entre les classes sociales.

Aujourd'hui, quand je marche dans certains quartiers traditionnels de Madrid, je constate à quel point les coupes budgétaires, les augmentations d'impôts et la baisse des salaires menées par le gouvernement de Rajoy affectent très directement surtout les plus pauvres, les déshérités de la fortune.

On observe que les vêtements ne changent plus en fonction du temps ou de la mode, que dans les vitrines de nombreux articles vieux de 20 ans (et pour certains même plus) ont été dépoussiérés, que les gens ne vont plus dans les bars comme avant, que les rues sont inondées de toutes sortes de vendeurs à la sauvette qui rôdent dans le maigre espoir de faire quelques ventes, bien sûr très rares en raison de l'absence de liquide dans les poches des passants.

Le plus triste dans cette situation est que n'importe quel travail est maintenant accepté, que les salaires de misère, les abus et l'exploitation se sont aggravés de façon spectaculaire avec la draconienne, cruelle et agressive « réforme du droit du travail » du gouvernement Rajoy.

Cependant, dans les boutiques des riches quartiers centraux, l'offre de biens superflus et inutiles n'a absolument pas baissé, ce n'est pas nécessaire, car les riches doivent continuer à montrer sans vergogne leurs signes d'opulence et de richesse, signes de leur appartenance au bon club, celui des parasites.

Il n'y a jamais eu en l'Espagne au XXe siècle une aussi grande poche de pauvreté, sans solution de rechange pour créer de la richesse, sans développement industriel, otage des marchés européens et internationaux.

Ce désastre est dès le départ dû à des politiques technologiques, industrielles, environnementales, de développement, de l'énergie, imprégnées de corruption, engluées dans la fraude fiscale et les doubles standards : ce

qui vaut la prison à un pauvre me sera pardonné grâce à l'immunité parlementaire.

« L'augmentation constante de l'écart des salaires entre les riches et les pauvres, qui s'est élargi considérablement depuis le début de la crise, menace de continuer à augmenter, provoquant la polarisation de la société ».

Aujourd'hui, un tiers des ménages espagnols a « de sérieuses difficultés » pour joindre les deux bouts, et le taux de chômage des personnes qui doivent payer leur maison mais n'ont plus d'argent pour le faire est de 19 %, ce qui signifie « un niveau record ». Les familles avec enfants en bas âge sont celles qui sont le plus souvent touchées, et les plus vulnérables.

Les pauvres sont plus pauvres que l'année précédente, mais si en Navarre l'indice de pauvreté est de 7 %, en Estrémadure il est déjà de 38 %.

Caritas a dû secourir 2,5 millions de personnes sans ressource aucune, 32 % de plus que l'an dernier.

Dans toute l'Union européenne, il y a 84 millions de pauvres. 10,7 % de ce total se concentre en Espagne. En mai 2009, la Commission européenne a déclaré lors de son assemblée annuelle (Rencontre européenne) que dans les 27 États membres à l'époque, le nombre des personnes en situation de pauvreté ou vivant dans la misère s'élevait déjà à 78 millions.

Et les chiffres ne font qu'augmenter. La Communauté européenne a déjà prévenu que la crise a provoqué la création d'une nouvelle classe sociale, celle des soi-disant « *travailleurs pauvres* ». C'est celle des citoyens qui ont un emploi qui ne les libère pas de la misère.

À cette situation difficile s'ajoute une réduction de l'investissement social de l'État qui va provoquer une augmentation supplémentaire de la pauvreté : « *Si les murs de confinement social disparaissent, la pauvreté risque de déclencher des émeutes* ».

Dans ce contexte, le nombre de familles qui ne peuvent pas se permettre des choses telles que prendre une semaine de vacances par an, avoir une alimentation d'un niveau déterminé, conserver son logement en hiver avec une température confortable ou pouvoir payer toutes les dépenses du ménage, a augmenté de façon spectaculaire.

Le manque de ressources pour accéder à divers produits affecte également la population qui n'est pas encore tombée dans la pauvreté. Cela est surtout dû au fait que le chômage s'est aussi abattu sur les ménages qui consacrent une grosse part de leur revenu à payer la maison (hypothèque), une situation qui est encore soutenable grâce à une participation accrue des femmes au travail, au soutien social ou à l'aide de Caritas.

Le problème de M. Rajoy est que prétendre faire beaucoup d'*ajustements* pour réduire le déficit ne va pas servir à modifier l'état actuel des choses : quel que soit le vernis brillant que l'on applique dessus, la pourriture, les vrais problèmes demeurent en profondeur, qui sont les cancers qui surchargent et ruinent l'économie du pays et que nous devons extirper. Ce que ce gouvernement n'osera jamais par clientélisme. Nous savons tous ce qu'ils sont : des voleurs.

Nous sommes donc anesthésiés par la télé aux ordres et la misère, nous ne pouvons même plus émettre la moindre protestation quand le gouvernement annonce, un mois à l'avance, que les prochains budgets à comprimer seront ceux des avantages sociaux, de l'accès à la retraite et du système de retraite en entier.

Si les fans de l'hystérie collective absurde du football consacraient cette énergie à protester pour obtenir une

approche de la politique plus cohérente et plus juste, ce serait l'aube d'une ère nouvelle, mais cet opium les engourdit, leur viole et leur lave le cerveau, et permet de les asservir en utilisant leur abrutissement pour les jeter dans la misère.

Comme le dit Sébastian Mora, à un moment dans les « ajustements » et les coupes, « *il est essentiel de ne pas oublier les plus pauvres et les plus vulnérables* », de les assister avec le soutien de la société et du gouvernement, en mettant l'accent pour que la situation actuelle puisse servir à « *repenser le modèle de société que nous voulons et chercher comment nous pouvons vivre ensemble dans une plus grande solidarité* », cela avant que l'agitation sociale nous conduise dans l'abîme.

Le seul train de vie que l'État ne veut ni ne peut réduire, c'est le sien

Telle est la situation dramatique et réelle à laquelle sont confrontés des millions de personnes dans notre pays, qui s'impose avec une telle force que tous les efforts d'un vrai gouvernement devraient d'abord viser à créer des emplois et de la richesse, y compris par des « réformes » en profondeur, sachant qu'il est surtout nécessaire, c'est même la priorité absolue, d'éviter de sacrifier et d'appauvrir encore plus ceux qui ont moins.

Mais l'Espagne n'a plus de vrai gouvernement, depuis quarante ans elle porte au pouvoir à chaque élection les plus menteurs, voleurs, avides et corrompus, des gens qui ont tellement l'air de ce qu'ils sont que personne ne leur achèterait un coupe-tomates d'occasion. Mais ce sont ceux qui disposent de l'aide de la toute puissante RTVE [10].

Il faut avoir clairement à l'esprit que le budget de fonctionnement de l'État espagnol ne s'est pas réduit d'un centime depuis 2009. Au contraire, et c'est pourquoi la dette nationale explose. Ce qui s'est réduit, ce sont les budgets dédiés aux investissements productifs, sociaux, les pensions, les allocations chômage. Par contre les prélèvements fiscaux ont augmenté, les Caisses d'épargne corrompues et en faillite ont été refinancées, les communautés autonomes et les municipalités en faillite pour cause de vol massif ont été refinancées, et la masse salariale de l'État espagnol a augmenté : le seul train de vie que l'État ne veut ni ne peut réduire, c'est le sien.

En réalité, le clientélisme, l'avidité et la corruption ont gangrené l'État entier à une telle profondeur que toute réforme sensée est devenue impossible. La dette et la misère vont en conséquence continuer à augmenter inexorablement. Les banques et l'État ont donc passé un marché prudent : aide-moi à voler quelques années encore en me prêtant des sommes énormes, et je te voterai une loi t'autorisant à te payer sur la bête, sur l'épargne du peuple, quand je serai en faillite.

Ce sera la nouvelle justice.

À moins qu'une bonne guerre ne remette les compteurs à zéro en tuant tous les pauvres ?

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que son auteur, et encore...

Jean-Claude Charry & don Javier Mengano y Fulano d'après les publications de l'INE

vineyardsaker.fr, 8 de diciembre de 2014.

[1] INE : Instituto nacional de les Estadísticas, équivalent espagnol de notre INSEE.

[2] Communauté autonome : l'Espagne est divisée en 17 super-régions autonomes dotées d'un parlement et d'un exécutif propres, un peu à la manière des *Länder* allemands. C'est une couche politico-administrative supplémentaire qui gère les écoles, les hôpitaux, la voirie, les ports, et se voit attribuer de multiples compétences dupliquant celles de l'État central. Il est raisonnable d'affirmer qu'elle est inutile, coûteuse et surtout affreusement corrompue. Ajoutez-y les 50 anciennes provinces qui structurent le territoire du pays depuis la royauté et disposent elles aussi d'une administration vestigiale mais royalement payée, et vous aurez une idée de ce que doit engraisser le pauvre serf, unité de base de la production nationale de richesse. Le mille-feuille administratif espagnol vaut largement son homologue français.

[3] AROPE : Cet indicateur donne une valeur plus élevée, car elle définit une population qui est au moins l'une des trois situations suivantes :

En risque de pauvreté sont ceux dont le revenu est en dessous de 60 % de la médiane des revenus.

Dans un dénuement matériel extrême, les ménages qui sont déficients pour au moins quatre de ces neuf catégories : ils ne peuvent pas aller en vacances au moins une semaine par an ; ils ne peuvent pas se permettre un repas avec de la viande, du poulet ou du poisson au moins tous les deux jours ; ils ne peuvent pas se permettre de conserver une température appropriée dans leur maison en hiver ; ils ne font pas face aux dépenses imprévues ; ils ont eu des retards dans les paiements liés à la résidence ; ils ne peuvent pas s'offrir une voiture ; ils ne peuvent pas avoir un téléphone ; ils ne peuvent pas avoir une télévision couleur ; ou ils ne peuvent pas avoir une machine à laver.

Dans les ménages sans emploi ou en situation de sous-emploi, ceux parmi lesquels les membres en âge de travailler travaillèrent durant moins de 20 % de la durée ouvrable totale au cours de l'année de référence. Cette variable ne s'applique pas aux plus de 60 ans.

[4] AGETT : Association des grandes entreprises de travail temporaire : Il s'agit d'agences d'intérim.

[5] Maestro Ruperto Chapí : célèbre et prolifique compositeur espagnol du XIXe siècle, plus connu pour ses Zarzuelas, splendides opéras hispanisants dont Franz Liszt disait « Et vous appelez cela un « Genre Mineur » ? ».

[6] EURES : acronyme de EUROpean Employment Services, agence pour l'emploi européenne.

[7] La dernière découverte, très à la mode, des administrations des communautés autonomes pour faire semblant de réduire les déficits, est de mettre les factures du second semestre dans un tiroir et de les comptabiliser l'année suivante, puis enfin de les payer si elles trouvent de l'argent. D'où des retards de paiement de l'ordre d'un an qui ont déjà exterminé plus de 10 000 sous-traitants de l'État, des communautés et des communes. Comme les procès entrepris pour recouvrer les dettes durent trois ans ou plus, aucune petite entreprise ne survit à ces impayés massifs.

[8] NINI : NI estudiando, NI trabajando : ni étudiant, ni travaillant.

[9] AVE : tren de Alta Velocidad Eléctrico : équivalent de notre TGV. Le réseau espagnol est le plus important d'Europe, plus long que le réseau français en kilomètres, plus cher par km, et ce pour la moitié du nombre de passagers de la SNCF. Sa faillite est proche.

[10] RTVE : Radio Televisión Española. Une traduction est-elle nécessaire ?